

Mai 2023

Cette lettre de veille signale des publications récentes traitant de l'évolution des mondes agricoles, comportements alimentaires, ruralités et territoires, modes de vie, réseaux sociaux, opinions et représentations, actions collectives, etc. Les textes sont aussi à retrouver sur le blog de veille du CEP <https://www.veillecep.fr>.

Florent Bidaud, Chargé de mission Veille sociale, Bureau de la veille

L'émergence d'une coalition entre syndicats de techniciens forestiers et écologistes



Dans un article publié par la revue *Les mondes du travail*, Charlotte Glinel (Sciences Po Paris) s'intéresse au rapprochement intervenu entre les syndicats de techniciens de l'Office national des forêts (ONF) et les associations de protection de l'environnement, face aux évolutions de la foresterie publique. Elle poursuit ainsi ses travaux sur les coalitions entre des acteurs du milieu forestier que tout semble opposer (voir à ce sujet [une précédente brève](#)).

L'auteure rappelle, dans un premier temps, l'impact des tempêtes de 1999 sur le marché du bois et sur l'équilibre financier de l'ONF. Ces événements accélèrent le rythme de réformes tournées vers la productivité (diminution des effectifs, reconfiguration des tâches, etc.), et vers une exploitation plus intensive de la forêt. Le dialogue social devient difficile et « un profond malaise » gagne les travailleurs publics, soumis à des injonctions contradictoires entre obligation de résultats commerciaux et gestion durable dans le cadre des politiques climatiques (transition bas carbone).

L'article revient ensuite sur la convergence d'intérêts entre syndicats de techniciens et associations écologistes, qui prend forme à l'occasion du festival international de géographie de Saint-Dié-des-Vosges, en 2010. Les militants environnementalistes s'inquiètent des conséquences des programmes d'augmentation des récoltes de bois sur la diversité forestière de Lorraine. Un collectif, SOS Forêt, prend forme autour de la promotion d'une « sylviculture irrégulière ». Ce mode de gestion consiste à maintenir le couvert en sélectionnant individuellement les arbres à couper. Il concilie les intérêts des deux groupes car « il nécessite une présence dense de forestiers sur le terrain » (donc des recrutements), pour suivre l'état de la ressource, et permet d'éviter les coupes rases.

Mais une telle coalition « n'avait rien d'évident », explique l'auteure. Les cultures politiques des acteurs coalisés sont différentes, et l'intervention de « marginaux-sécants » est nécessaire. Ces derniers, ingénieurs et techniciens de l'ONF appartenant à des réseaux naturalistes, ou ingénieurs forestiers travaillant pour des associations écologistes, sont à l'interface entre les deux milieux. Ainsi, en travaillant sur des dossiers locaux et concrets, les militants associatifs apprennent à argumenter dans un langage expert, tandis que les syndicalistes forestiers se déprennent de leur vision technique et gestionnaire, et s'ouvrent aux nouvelles attentes de la société. Le collectif SOS Forêt se structure ensuite à l'échelle nationale, avec le renfort d'organisations telles que les Amis de la Terre ou Pro Silva Europe. Il contribue aux débats sur la Loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt de 2014, gagne en crédibilité, et rejoint les campagnes européennes contre le bois-énergie.

Source : *Les mondes du travail*

<https://lesmondesdutravail.net/n-29-travail-et-ecologie-mars-2023/>

Les mobilités vers le rural : mythes et réalités des flux migratoires après la crise du Covid-19

Une étude pilotée par POPSU Territoires, récemment [présentée](#), montre que les tendances lourdes en matière de choix résidentiels ont été renforcées entre 2019 et 2021. D'après les données de navigation sur les plateformes d'annonces immobilières, les désirs de déménagement vers le rural restent stables et minoritaires (14 %). D'après l'exploitation des contrats de réexpédition de La Poste, une majorité des mobilités se fait vers les villes, des plus grandes vers les plus petites, ce qui pourrait à terme se traduire par « un (ré)équilibrage de l'armature urbaine ». Enfin, une enquête qualitative sur les nouveaux installés dans des zones rurales met en évidence, à côté des cadres en télétravail et des néo-agriculteurs, trois profils moins médiatisés : retraités ; classes moyennes attirées par l'immobilier moins cher ; marginaux nomades.

Source : INRAE

<https://www.inrae.fr/actualites/etude-exode-urbain-mythe-realites-que-savons-nous-flux-migratoires-enregistres-france-apres-crise-covid-19>

Le *crowdfunding* dans le secteur maraîcher

Le géographe P. Guillemain (Inrae) consacre un article au financement participatif dans le secteur maraîcher. Il rappelle les difficultés d'accès au crédit bancaire des petites exploitations et souligne les innovations introduites par cette nouvelle forme de finance solidaire (désintermédiation). Il collecte diverses données pour une trentaine d'exploitations normandes ayant proposé des projets sur des plateformes généralistes ou thématiques (Miimosa et BlueBees) : nombres et localisations des contributeurs, montants obtenus, contreparties, mise en avant du label agriculture biologique (AB), etc. Ces informations sont complétées par des entretiens auprès des exploitants. Les projets étudiés ont recueilli 100 000 euros au total, sur l'année 2019. Ils visent l'acquisition de foncier, de machines, serres ou plants, la modernisation des bâtiments, etc. Le *crowdfunding* participe, selon l'auteur, à la « fabrique des paysages » résidentiels dont les contributeurs franciliens sont demandeurs.

Source : *Économie rurale*

<https://doi.org/10.4000/economierurale.11231>

Le tournant créatif de l'agritourisme

C. Gay (économiste, université Lyon 2) consacre un article à l'agritourisme, dont elle cherche à retracer les grandes périodes. Dès la fin des années 1980, celui-ci est soutenu par les politiques publiques, mais peu compatible avec l'orientation productiviste dominante. Dans les années 2000, le développement de formes alternatives de tourisme et d'agriculture favorise une convergence des deux secteurs autour de la mise en valeur du patrimoine culturel. Labels et plateformes se multiplient. Enfin, vers 2010, l'offre s'infléchit vers des loisirs centrés sur l'expérience, les sens (dégustation), la créativité et la participation (cueillette, transformation).

Source : *Marché et organisations*

<https://doi.org/10.3917/maorg.047.0125>

Une enquête sur les agriculteurs homosexuels et *queer* aux États-Unis

Un article récent présente les résultats d'une enquête par questionnaire, menée avec l'appui de l'organisation Young Farmers, pour cerner l'ampleur des obstacles rencontrés par les agriculteurs homosexuels et *queer*, du fait de leur orientation sexuelle et de genre. Les problèmes signalés sont d'ordre systémique : accès à la terre, assurance maladie, logement. Les auteurs soulignent que le modèle de « l'agriculture familiale », fortement institutionnalisé, pourrait avoir lui-même un effet excluant. Ils appellent à mieux intégrer ces questions dans les enquêtes statistiques et évoquent de possibles mécanismes de discrimination positive (prêts bonifiés, etc.). Ils soulignent aussi l'opposition d'une frange conservatrice à l'ajout de questions sur l'orientation sexuelle dans le prochain recensement agricole de l'USDA, prévu en 2027.

Source : *Journal of Agriculture, Food Systems, and Community Development*

<https://doi.org/10.5304/jafscd.2023.123.005>